

La Lettre

de Saint-Maximin



Comprendre : les taxes d'habitation et foncière

Energie

Le SYMIELECVAR en liaison avec le SIE des Sources d'Argens chargés de l'éclairage public, ont décidé d'établir un diagnostic global des installations d'éclairage public des Communes intéressées.

En étroite collaboration avec l'ADEME, le Syndicat Départemental a initié cette démarche pour couvrir trois besoins :

- diagnostic technique des installations d'éclairage public
- diagnostic photométrique du réseau
- diagnostic énergétique des foyers lumineux

Pour mener à bien ces objectifs, il est nécessaire d'avoir une connaissance exacte du réseau d'éclairage public des communes, afin d'établir un inventaire détaillé et une cartographie des installations.

Sachant que l'éclairage public représente plus de 20% de la facture énergétique globale d'une commune, et 40% de sa facture d'électricité, la Commune de Saint-Maximin la Sainte-Baume, soucieuse de réaliser des économies d'énergie et de maîtriser ses dépenses de fonctionnement liées notamment à l'éclairage, s'est engagée dans ce processus et a souhaité adhérer au programme précité du SYMIELECVAR.

C'est dans cette configuration qu'elle espère bénéficier de tout le bien fondé de cette étude et ainsi parvenir à reconfigurer ses installations d'éclairage public en réduisant ses dépenses.

Le recensement des installations a conduit le SYMIELECVAR à confier cette mission à la Société Architecture Réseaux (SARESE), qui interviendra sur la commune durant les mois de septembre et octobre 2009 ; le personnel de cette société est chargé d'établir un relevé des ouvrages d'éclairage public existants.

Merci de lui réserver le meilleur accueil.

Le Président du SIE, *Jacques Freynet.*



Saint-Maximin libérée !



Le 19 août 1944, les troupes de la 3^{ème} DB d'Infanterie US., la 5^{ème} DB., les maquisards de la 1^{ère} sous-section de Saint Maximin, font leur entrée dans Saint Maximin, à leur tête, les chars 'Strasbourg' et 'Lorraine' qui pénètrent dans la ville par la RD.28, en provenance de Bras.

Le même jour, Gaston Peri, chef des F.F.I. prend en mains l'administration municipale, en attendant la mise en place du Comité Local de la Libération Nationale.

Celui-ci, installé définitivement le 18 août suivant, est constitué comme suit :

Président : Paul Bertin

Vice-Président : Révérend Père Bienassis

Membres : Gaston Peri, Eugène Arneodo, Antoine Fecci, Paul Anbraud

Dimanche 23 août, Saint-Maximin a commémoré dignement cette page de son d'histoire

Les *Marcheurs* de la 36^{ème} division ont précédé un défilé d'une vingtaine de véhicules de guerre, ayant participé au débarquement de Provence, parmi lesquels on pouvait admirer, un blindé 'Scout-car', un 'Bolster' (engin porteur de pont), des Dodge 4 x 4 et 6 x 6, des GMC, des Jeeps. Le SDIS du Var participait au défilé par une présentation de véhicules d'incendie et de secours.

Après un parcours symbolique dans la ville, l'heure était au recueillement devant le monument aux Morts ainsi que devant la stèle De Lattre de Tassigny, où ont été déposées, en présence de nombreuses personnalités, les gerbes du souvenir, par Alain Pénal, Maire de Saint-Maximin et Christine Lanfranchi-Dorgal, Adjointe au Maire.

Saint-Maximin n'oubliera jamais que tout au long des conflits et des guerres meurtrières, ses enfants ont donné leur vie pour que vive la France.



l'actu municipale et culturelle de la ville est sur : st-maximin.fr



L'édito du Maire

La crise et ses effets ne s'arrêtent pas aux frontières de Saint-Maximin. C'est une raison supplémentaire pour agir avec réflexion et discernement au service de l'intérêt général. Aux conséquences de la crise économique et financière, viennent s'ajouter les critiques sur la façon d'organiser notre gouvernance.

Quel en est l'objectif ? Sans doute, le but est de créer de la confusion dans l'esprit des citoyens.

Qui est en première ligne pour dynamiser une économie performante ?

Ce sont bien sûr les collectivités locales. De surcroît, la liste de nos actions au quotidien serait trop longue à établir.

Il ne faut donc pas rompre le lien qui peut exister entre les villes, les territoires et leurs entreprises, citoyennes à part entière. En effet, si aujourd'hui les villes sont en concurrence entre elles, tentant d'être toujours plus attractives, c'est que les entreprises qu'elles accueillent créent de l'emploi mais apportent également des recettes. Sachant qu'une entreprise coûte aussi à une collectivité en voirie, qu'elle peut générer des contraintes, quel intérêt aurions-nous à l'avenir à les faire venir sur nos territoires ?

Quel intérêt aurions-nous à mettre de vraies politiques de développement économique ?

Et bien notre commune n'a pas vocation de se substituer aux entreprises, mais elle a par contre clairement pris le parti de les soutenir. Elle a le devoir de faire le maximum pour stimuler l'activité économique et favoriser ainsi l'emploi.

Nous avons anticipé par l'effort qui nous conduit à notre attractivité face au monde des entreprises. Du reste, de nombreuses enseignes sont présentes sur notre territoire.

Mais là encore, nous savons que nous ne sommes pas à l'abri d'aucun dérapage tant les entreprises, soumises au marché et à la concurrence, ont une volatilité qui fait que du jour au lendemain, elles peuvent choisir de se délocaliser. En même temps, on veut leur faire confiance et espérer que les mouvements mondiaux conduiront demain à beaucoup plus de stabilité et de respect.

Pour Saint-Maximin, nous faisons mieux que nous défendre pour rendre agréable le quotidien de nos citoyens, tout en maintenant obligatoirement des budgets en équilibre.

Cependant, si personne ne se risque à prévoir une date de sortie de crise, tout le monde voit bien que rien ne pourra, ni ne

devra être comme avant.

Nous allons devoir construire, consommer, en prenant en compte, davantage encore, les contraintes d'un monde limité dans ses ressources et dans sa capacité à se régénérer.

Depuis de nombreuses années, avec l'aide de mes prédécesseurs, Messieurs Lanfranchi et Rinaudo, nous faisons ensemble un bon bout de chemin dans ce sens, et devons continuer à progresser, tous ensemble, dans cette voie.

Alain Pénal




INFO stationnement !

Nous nous étions engagés dans notre article d'octobre 2008 sur le stationnement... NOUS VOUS L' AVIONS PROMIS NOUS L'AVONS REALISE !

Désormais, le parking Vaucanson jouxtant le pôle enfance accueille 66 places.

Le parking du Souvenir Français offre 450 emplacements.

Et pour le parking du complexe sportif (stades) 70 places sont disponibles.

'Leï Garrus' en pleine mutation



Le premier collège de Saint-Maximin avait bien besoin d'un lifting, et d'une mise aux normes CE.

18 mois de travaux seront nécessaires à la rénovation et l'extension des bâtiments, pour une enveloppe budgétaire de 22 millions d'euros.

Situés sur un terrain communal, entre le Lycée Janetti et le L.E.A.P, il est vrai que ces 145 modules en tôle, empilés les uns sur les autres ne paraissent pas engageants, mais les locaux sont neufs, repeints, et les 24 classes sont accueillantes et 'luxe' la climatisation est présente dans tous les locaux.

Les 547 élèves ont retrouvé l'ensemble des installations présentes dans l'ancien bâtiment transposées à l'identique (Salle informatique, salle de musique, C.D.I, Foyer, etc)

Une cour de récréation avec préau a également été réalisée, aux mêmes dimensions que la précédente.

Ces locaux sont aux normes 2009, ce qui n'était plus le cas dans les bâtiments en dur.

Tout a été fait pour que les perturbations liées à ce nouvel environnement soient des plus minimales : les principales contraintes sont la pratique de l'éducation physique et la restauration. En ce qui concerne la pratique sportive, se sont les installations existantes qui accueilleront les élèves. Ces derniers seront acheminés par un car qui assurera la rotation des classes.

Quant à la restauration, le L.E.A.P, le C.A.F et le Lycée Maurice Janetti prendront en charge les repas.

Les ados amusés et ravis ont apprécié ce nouvel environnement : « *un peu de fantaisie ça change et c'est plus sympa !* » nous confie Jérôme, sourire aux lèvres.

Bonne année scolaire, jeunes gens !



Le Projet Educatif Global

La ville de Saint-Maximin s'est engagée dans un Projet Educatif associant l'ensemble des partenaires éducatifs de la commune. Il permet à chaque intervenant (centre de loisirs, sport, association...) de penser son action dans une réflexion globale en faveur des enfants et des jeunes sur les différents temps de leur vie (temps familial, temps scolaire, temps des loisirs).

Le projet éducatif local vise au développement de la personnalité et une meilleure socialisation des enfants et des jeunes Saint-Maximinois.

Le contrat éducatif local propose une articulation entre les différents temps scolaires, péri et extra scolaires. Il permet de mettre en action les objectifs du Projet Educatif Local.

Il s'agit d'un partenariat entre la commune, l'Etat (direction départementale de la jeunesse et des sports, préfecture, l'éducation nationale), les associations et les familles.

Il permet de trouver une jonction entre les différents projets (projet d'école et projet éducatif local) et d'offrir des activités diversifiées.

Rentrée scolaire

2009 / 2010 : sont rentrés cette année

Maternelles :

Grand Pin : 112
Paul Verlaine : 226
Paul Barles : 167
Victor Hugo : 66

Elémentaires :

Jean Jaurès : 247
Jean Moulin : 347
Paul Barles : 370
Victor Hugo : 146

Nous vous rappelons que les réservations de cantine et de garderie se font impérativement huit jours avant le 1er repas.

Les réservations de la 2^{ème} période doivent être faites avant le vendredi 23 octobre à 18 h 00.

Rentrée 2010 / 2011

(pour les enfants nés en 2007)

Pour les inscriptions s'adresser dès maintenant au bureau des Affaires Scolaires muni de :

Livret de famille
Carnet de santé
Quittance EDF
Certificat médical de 1^{ère} inscription à fournir avant Avril 2010

Le service en plus : les animations de l'interclasse

En plus de son service de restauration scolaire, la Mairie met en place, dans chacune des écoles maternelles et élémentaires de la ville, diverses animations.

Il s'agit d'activités ludiques, de loisirs éducatifs, à caractère socio-culturels ou socio-sportifs. Ces activités sont encadrées par des animateurs municipaux du service Politique de la Ville, mais aussi, par de nombreux intervenants associatifs, qui viennent par leur savoir-faire spécifique, enrichir l'offre des supports proposés.

Ces animations sont bien sûr gratuites. De plus, il est important de savoir qu'elles sont basées sur le volontariat de votre enfant, qu'elles ne nécessitent pas d'inscription au préalable ni de régularité. Cela dans le but de ne pas rajouter une contrainte obligatoire sur un temps qui doit rester un temps, de détente et de plaisir.

A travers ces animations, vos enfants peuvent donc découvrir des activités variées et surtout apprendre à jouer ensemble dans leur diversité. Ces activités sont construites en partenariat avec le Service des Affaires Scolaires pour qu'elles ne perturbent pas le temps de repas de votre enfant, mais aussi avec les enseignants de l'Education Nationale pour être le plus complémentaires possible et donc contribuer au mieux à la qualité de vie de votre enfant tout au long de sa journée.

Les jeux de cours par les animateurs municipaux débutent dès la rentrée scolaire et, après les vacances d'automne, débutent toutes les autres activités faites par les intervenants des associations.

Vos enfants sont mis au courant par un passage en classe des différents animateurs, en début d'année et par un planning installé dans l'école tout au long de l'année.

ATTENTION :

Ces activités périscolaires sont réservées aux enfants déjeuner à la cantine. Elles n'ont pas pour objectif de remplacer les activités associatives extrascolaires. Il ne s'agit en aucun cas de l'apprentissage d'une discipline sportive ou culturelle spécifique.

Pour plus de renseignements (activités précises, modalité de participation, horaires exacts...), n'hésitez pas à contacter Laurence ou Patrick, au Service Politique de la Ville de la Mairie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume
Boulevard Rey. Téléphone : 04 94 59 39 75
Télécopie : 04 94 59 30 40
Courriel : mairie.stmax.mja@wanadoo.fr

Le monde associatif en fête



Cette année encore, le forum des associations fut un succès malgré les caprices du soleil.

Nombre d'associations étaient présentes pour cette occasion devenue un moment fort dans la vie associative saint-maximinoise. Dès la première heure, le ton fut donné avec le discours du Maire, puis les animations s'enchaînèrent.

Ce grand forum du monde associatif est une occasion privilégiée de mettre en avant les associations de notre ville, mais surtout les bénévoles qui les font vivre tout au long de l'année.



Le Maire se félicite de cette vitalité associative à Saint-Maximin se traduisant par un tissu associatif dynamique, engagé et volontaire. Cet engagement franc et durable au service des autres n'est pas un vain mot. Il constitue le credo de nombreux bénévoles sans qui la vie associative de notre ville ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui.

Cet engagement du monde associatif, nous nous attachons à le soutenir jour après jour à travers les subventions attribuées aux associations, la mise à disposition de locaux, l'aide apportée par les services municipaux pour l'organisation de manifestations citoyennes, culturelles ou sportives.

Le rendez-vous est déjà pris pour l'année prochaine, reste à savoir maintenant si le soleil sera présent.

C'est un des impôts locaux. Elle n'est pas destinée à alimenter uniquement le budget communal mais également du département et la communauté de communes.

La Taxe d'Habitation

L'état décide des bases d'imposition de la taxe d'habitation. La valeur locative sert au calcul de l'impôt. Elle est fixée par l'Etat sur les bases arrêtées en 1970. Elle prend en considération la taille, l'état et la situation du logement dans la ville.

Le conseil municipal décide des taux d'abattements pratiqués sur la commune. La ville de Saint-Maximin a voté les taux d'abattement maximums autorisés. Ils dépendent de la situation familiale.

Les taux sont votés par le conseil municipal de Saint-Maximin. **Leur stagnation depuis de nombreuses années traduisent la volonté de la municipalité de stabiliser la fiscalité.**

Les locaux soumis à la taxe d'habitation

Tous les locaux meublés affectés à l'habitation (maisons individuelles et appartements) et leurs dépendances immédiates (chambres de service, garages...) sont soumis à la taxe d'habitation.

L'ameublement du logement doit être suffisant pour en permettre l'habitation : peu importe le degré de confort du mobilier, ou que vous soyez propriétaire ou non des meubles.

Quant aux dépendances immédiates des habitations, il n'est pas nécessaire qu'elles soient attenantes à votre habitation. Elles doivent néanmoins être situées à moins d'un kilomètre de votre habitation pour être imposées à la taxe d'habitation.

En pratique, les garages ou emplacements de stationnement situés à plus d'un kilomètre du logement ne sont pas soumis à la taxe d'habitation.

Locaux des sociétés

Les locaux meublés à usage privatif des sociétés, associations ou organismes privés, qui ne sont pas soumis à la taxe professionnelle, sont également imposables à la taxe d'habitation.

Locaux exonérés

Les locaux passibles de la taxe professionnelle qui ne font pas partie de l'habitation personnelle, les bâtiments servant aux exploitations rurales (granges, écuries...), les résidences universitaires gérées par les CROUS... sont exonérés de taxe d'habitation.



Elle est établie annuellement, en fonction de votre situation au 1er janvier de l'année d'imposition et est encaissée pour le compte de la commune, du groupement de communes auquel elle appartient éventuellement et du département où se situe votre habitation. Elle contribue ainsi au financement des services rendus aux habitants, des équipements collectifs...

Dans certains cas, en fonction de votre situation personnelle ou des locaux, vous pouvez bénéficier d'une exonération ou d'une limitation de cette taxe.

Qui paie la taxe d'habitation ?

Vous disposez d'un logement au 1er janvier 2008 ? Vous êtes en principe imposable à la taxe d'habitation.

Que vous soyez propriétaire, locataire ou occupant à titre gratuit, la taxe d'habitation est due pour votre habitation principale mais aussi pour votre résidence secondaire.

Vous recevrez la taxe d'habitation du logement occupé au 1er janvier, même si vous avez déménagé ou vendu votre logement depuis le 1er janvier.



Comment est calculée la taxe d'habitation ?

La taxe d'habitation est établie en fonction de votre situation au 1er janvier de l'année d'imposition. C'est cette date qui détermine les locaux imposables, les personnes imposables, les exonérations, les abattements et les dégrèvements en fonction des revenus.

Elle est calculée sur la valeur locative nette.

La valeur locative nette est égale à la valeur locative cadastrale du local diminuée, s'il s'agit de votre résidence principale, d'abattements obligatoires (pour charges de famille) ou facultatifs (en fonction du revenu, d'un handicap ou d'une invalidité...).

Enfin, sur cette valeur locative nette, s'appliquent les taux votés par la commune, l'intercommunalité et le département ou calculés par l'administration pour les syndicats de communes et les taxes spéciales d'équipement.

La Taxe Foncière

Le budget des communes, intercommunalités, départements et régions, est financé en partie par la taxe foncière sur les propriétés bâties, qui contribue ainsi au développement des équipements collectifs et des services proposés.

En tant que propriétaire, usufruitier, ou fiduciaire d'un immeuble, vous devez acquitter cette taxe chaque année.

Toutefois, pour certaines constructions, vous pouvez bénéficier d'exonérations temporaires, de 2, 10, 15, 20, 25 ou 30 ans.

Les personnes âgées ou handicapées, de condition modeste, peuvent aussi bénéficier de réductions de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour leur habitation principale.

Qui paye l'impôt ?

Les propriétaires, usufruitiers, ou fiduciaires d'un immeuble bâti sont soumis à la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Les immeubles bâtis désignent les constructions et bâtiments élevés au-dessus du sol ou construits en sous-sol.

Pour les particuliers, il s'agit essentiellement des locaux d'habitation et des parkings dont ils sont propriétaires, qu'ils soient ou non occupants des lieux.

Les bâtiments commerciaux, industriels ou professionnels sont également imposés à la taxe foncière. Les immeubles doivent :

- être fixés au sol : on ne doit pas pouvoir les déplacer sans les démolir. C'est le cas si la construction repose sur des fondations ou qu'elle est reliée à une assise en maçonnerie incorporée au sol;
- présenter le caractère de véritables constructions.

En conséquence, les caravanes et baraquements mobiles sont le plus souvent exonérés, sauf s'ils sont fixés par des attaches en maçonnerie. D'autres biens sont soumis à la taxe foncière sur les propriétés bâties :

- les installations industrielles ou commerciales (hangars, ateliers, cuves, silos...);
- les terrains et sols formant les dépendances immédiates des constructions et des immeubles d'habitation;
- les terrains à usage commercial ou industriel (chantiers, lieux de dépôt de marchandises...) ou utilisés, dans certaines conditions, pour la publicité;
- les bateaux utilisés en un point fixe et aménagés pour l'habitation, le commerce ou l'industrie.

Les propriétés exonérées

Certains bâtiments sont exonérés de taxe foncière, comme les bâtiments ruraux affectés de manière exclusive et permanente à un usage agricole (granges, écuries, celliers, pressoirs,...).

Comment est calculée la taxe ?

La taxe foncière sur les propriétés bâties est établie dans la commune où est situé l'immeuble. Vous recevez donc des avis

d'imposition différents pour chaque commune où vous êtes propriétaire et pour chaque trésorerie dont vous dépendez.

Elle est établie pour l'année entière d'après la situation au 1er janvier de l'année d'imposition. Ainsi, en tant que propriétaire au 1er janvier, vous devez la taxe foncière

pour l'année entière, même si vous vendez le bien par la suite. Et si vous avez apporté des améliorations à votre construction (d'où une augmentation de sa valeur locative) en cours d'année, elles ne seront prises en compte que l'année suivante, au 1er janvier.

La base d'imposition

Le revenu cadastral constitue la base d'imposition. Il est égal à la valeur locative cadastrale diminuée d'un abattement de 50% afin de tenir compte des frais de gestion, d'assurance, d'amortissement, d'entretien et de réparation. La valeur locative cadastrale, déterminée par le service du cadastre, correspond à un loyer annuel théorique que le propriétaire pourrait tirer du bien s'il était loué. Quant à l'abattement forfaitaire, il permet de prendre en compte les frais de gestion, d'assurance, d'amortissement, d'entretien et de réparation.

Les taux

Les taux, appliqués à la base d'imposition, sont votés par les collectivités territoriales : communes, départements et régions. Ils permettent de calculer le montant de la taxe qui revient à chacune d'entre elles, ainsi qu'à l'établissement public de coopération intercommunale lorsqu'il en existe un. Comment faire ? Consultez les déclarations à déposer, les délais à respecter et les modes de paiement proposés.

Saint-Maximin est une commune à ne pas avoir augmenté ses impôts. Cette stabilité témoigne d'une gestion financière à la fois minutieuse et efficace, soucieuse du pouvoir d'achat des familles. Si la crise se veut mondiale, elle ne doit pas impacter sur le budget des Maximinois.



Quelles déclarations déposer, et les différentes déclarations

Des déclarations doivent être souscrites lorsque de nouvelles constructions sont réalisées, ou que des constructions existantes sont transformées, restaurées ou aménagées (voir ci-dessous). En dehors de ces événements, vous n'avez pas de déclaration annuelle à souscrire. Vous êtes informé par un avis d'imposition du montant de la taxe due.

S'il s'agit d'une construction nouvelle ou d'une reconstruction, vous devez en fonction de l'affectation réservée à cette construction, utiliser l'un des modèles d'imprimés suivants :

- H1 pour les maisons individuelles (locaux à usage d'habitation ou professionnel)
- H2 pour les appartements (locaux à usage d'habitation ou professionnel)
- ME pour les locaux d'habitation, professionnels ou commerciaux de caractère exceptionnel
- U pour les établissements industriels imposés selon un régime réel
- CBD pour les locaux commerciaux et biens divers ordinaires, établissements industriels (régime du forfait).

Pour les changements de consistance des immeubles existants (les démolitions partielles ou totales, les surélévations...) et les changements d'affectation (logement transformé en local commercial par exemple), utilisez un imprimé modèle IL.

Cependant, pour les changements d'affectation transformant un bâtiment rural, vous devez utiliser l'imprimé prévu pour les constructions nouvelles H1, H2, CBD, ME ou U selon la conversion.

Vous trouverez ces imprimés dans les centres des impôts, les centres des impôts fonciers, les mairies et sur ce site.

Lors de certains changements, des exonérations de taxe foncière peuvent vous être accordées. Pour en bénéficier, vous devez obligatoirement déposer ces déclarations.

Où et quand déposer les déclarations ?

Au centre des impôts foncier du lieu de situation des biens, dans les 90 jours de l'achèvement de la construction ou de la réalisation définitive du changement de consistance ou d'affectation (achèvement des travaux...).

Une construction est considérée comme achevée, dès que l'état d'avancement des travaux en permet une utilisation effective, même s'il reste encore des travaux d'aménagement intérieurs à effectuer.

Attention, le bénéfice des exonérations est subordonné à ce dépôt :

si vous ne déposez pas, vous perdez le bénéfice de l'exonération

La Taxe Foncière

si la déclaration est souscrite hors délai, l'exonération ne peut vous être accordée que pour la période restant à courir après le 31 décembre de l'année suivant celle du dépôt de la déclaration.

Exemple : l'exonération de 2 ans

Pour un propriétaire dont l'habitation est achevée le 6 mars 2006, le délai de 90 jours expire le 4 juin 2006.

1- Si vous déposez la déclaration le 15 mai 2006, vous êtes dans les délais donc exonéré de taxe foncière pour 2007 et 2008.

2- Si vous déposez la déclaration le 15 décembre 2006, vous êtes alors hors délai : la taxe foncière sera établie pour 2007. Vous pourrez bénéficier de l'exonération en 2008. Vous aurez perdu un an d'exonération.

3- Si vous déposez la déclaration le 4 janvier 2007, vous êtes toujours hors délai : la taxe sera due pour 2006 et 2007. La période d'exonération se terminant le 31 décembre 2008, vous perdez le bénéfice de l'exonération.

Les acquéreurs d'appartements ou de maisons individuelles devenus propriétaires après l'achèvement de la construction, disposent d'un délai de 90 jours à compter de l'acquisition pour remplir la déclaration si celle-ci n'a pas été effectuée antérieurement par le constructeur. Mais la période d'exonération est calculée à partir de l'année qui suit la date d'achèvement des travaux.

Taxe foncière sur les propriétés non bâties

Les propriétés non bâties de toute nature situées en France sont imposables à la taxe foncière.

Le produit de cette taxe revient aux collectivités locales (communes et établissements publics de coopération intercommunale, départements et régions). Elle sert à financer, en partie, leur budget.

Certaines catégories de propriétés ne sont jamais imposables, d'autres bénéficient d'exonérations temporaires.

Des dégrèvements sont également prononcés au profit des jeunes agriculteurs ou en raison de dommages subis sur certaines parcelles.

Qui paye l'impôt ?

Vous êtes propriétaire ou usufruitier d'un terrain non bâti situé en France au 1er janvier de l'année d'imposition ?

Que vous soyez une personne physique ou une personne morale, vous êtes en principe imposable à la taxe foncière sur les

propriétés non bâties.

Vous êtes soumis à cette taxe si vous possédez des terrains, quel que soit leur nature, y compris ceux occupés par les chemins de fer, des carrières, des mines et tourbières, des étangs, des salines et marais salants, des serres affectés à une exploitation agricole,...

Toutefois, certaines propriétés peuvent bénéficier d'exonérations permanentes ou temporaires et de dégrèvements spéciaux. Vous les retrouvez dans la rubrique réductions.

Comment est calculée la taxe ?

La taxe foncière est établie pour l'année entière d'après la situation au 1er janvier de l'année d'imposition.

Si une modification intervient en cours d'année, elle ne sera prise en compte que pour la taxe de l'année suivante, sauf dans le cas de la disparition d'un bien par suite d'un événement extraordinaire. Par exemple, vous devez payer la taxe foncière l'année de la vente de votre terrain.

En cas de modification de la valeur locative, la nouvelle valeur est retenue à compter du 1er janvier suivant la réalisation du changement.

Le montant de la taxe est calculé en multipliant le montant du revenu cadastral par les taux fixés par chacune des collectivités territoriales (commune, intercommunalité, département, région) du lieu de situation du bien.

Le revenu cadastral constitue la base d'imposition à la taxe foncière. Il est égal à la valeur locative cadastrale diminuée d'un abattement de 20%, destiné à compenser forfaitairement les frais et charges du propriétaire.

La valeur locative cadastrale correspond à un loyer annuel théorique calculé à l'aide d'un tarif communal établi par nature de culture ou de propriété et éventuellement par classe (les cultures ou propriétés sont classées en treize catégories).

Les taux

Ils sont votés par les collectivités locales et appliqués au revenu cadastral. Ils permettent de calculer la part de l'impôt qui revient à la commune, à l'établissement public de coopération intercommunale, au département et à la région.



Lexique

Assiette fiscale : ensemble des éléments à prendre en compte pour le calcul d'une imposition. Par exemple, pour l'impôt sur le revenu, c'est la somme des revenus et bénéfices imposables. **Atténuation de charges** : essentiellement, remboursements sur rémunérations et charges de personnel. **Autres charges de gestion courante** : redevances pour concessions, brevets et licences, indemnités, frais de mission et de formation des élus, pertes sur créances irrécouvrables, contingents et participations, subventions versées. **Autres produits de gestion courante** : ils comprennent notamment la perception de revenus et redevances diverses provenant du patrimoine de la collectivité (revenus des immeubles, redevances pour défaut de branchement à l'égoût, versées par les fermiers et concessionnaires...). **Charges à caractère général** : achats d'approvisionnements et de marchandises (matières premières, combustibles, produits d'entretien, fournitures administratives, scolaires, alimentation, eau, énergie, électricité...) et de services extérieurs (prestations de services avec des entreprises, locations, charges locatives, entretien et réparations, assurances, frais de communication, postaux et de télécommunication, honoraires...). **Charges de personnel** : rémunérations et charges du personnel municipal. **Charges exceptionnelles** : intérêts moratoires et pénalités sur marchés, amendes fiscales et pénales, bourses et prix, subventions aux budgets annexes, aux régies, fermiers, concessionnaires, valeurs comptables des immobilisations cédées. **Charges financières** : intérêt des emprunts, pertes de change... **Dépenses de fonctionnement** : dépenses récurrentes nécessaires au fonctionnement des services municipaux.

Dépenses d'investissement : dépenses des opérations non répétitives qui se traduisent par une modification appréciable de la consistance ou de la valeur de patrimoine de la collectivité. **Dotations, amortissements, provisions** : amortissements pour dépréciation des valeurs des biens meubles, des biens immeubles productifs de revenus et des immobilisations incorporelles. Le provisionnement est une technique comptable qui permet de constater une dépréciation ou un risque ou d'étaler une charge. **Dotations et fonds propres** : attributions du fonds de compensation pour la T.V.A., taxe locale d'équipement, dons et legs en capital, réserves... **Dotations, subventions et participations** : dotations diverses versées par l'Etat, subventions et participations de la région, du département, des communes et autres organismes. **Emprunts et dettes assimilés** : emprunts nécessaires au financement des dépenses d'investissement. **Immobilisations corporelles** : biens et valeurs sur lesquelles s'exerce un droit de propriété, tels que les terrains, constructions, installations techniques, matériel et outillage. **Immobilisation en cours** : valeur des immobilisations non terminées à la fin de chaque exercice budgétaire. **Immobilisations incorporelles** : biens et valeurs non matérialisables destinés à rester durablement dans le patrimoine de la collectivité (frais d'études, de recherche, de développement, d'insertion, subventions d'équipement versées, concessions, marques, logiciels...).

Opération d'ordre : écritures comptables de transferts entre la section de fonctionnement et la section d'investissement ou pour opérations patrimoniales. **Produits et services du domaine** : constitués principalement par les droits d'entrée aux différents services publics locaux (redevances et droits des services à caractère culturel, sportif, de loisirs, social, périscolaires et d'enseignement). **Produits exceptionnels** : sur opérations de gestion (libéralités reçues, recouvrement sur créances admises en non valeur), produits des cessions d'immobilisations... **Produits financiers** : produits liés à la gestion financière (produits de participations, des valeurs mobilières de placement...). **Recettes de fonctionnement** : ressources en principe régulières constituées par les produits d'exploitation des services publics, des dotations de l'Etat et participations diverses provenant d'autres organismes ou collectivités publics et les recettes fiscales. **Recettes d'investissement** : ressources fiscales et non fiscales permettant à la collectivité de financer ses investissements. **Subventions d'investissement** : il s'agit des subventions d'investissement et d'équipement perçues par la collectivité pour la participation au financement des acquisitions de biens ou pour la réalisation d'équipements.

Les cigognes

Mazoyer Théo, le 23 juin
Faure Flavio, le 1er juillet
Beligne Lili, le 03 juillet
Peretto Myléna, le 4 juillet
Clement Pierre, le 9 juillet
Martos Elian, le 12 juillet
Bencheikh Adam, le 18 juillet
Touhami Gaël, le 18 juillet
Mandati Adam, le 21 juillet
Mandati Adrien, le 21 juillet
El Agy Ilyass, le 22 juillet
Chartres Isaac, le 24 juillet
Gauwe Noah, le 29 juillet
Trambaud Inès, le 1er août
Rosato Mickaël, le 3 août
Bisiau Séléne, le 4 août

Les mariages

Bertrand Emilie et Marot Christophe,
le 1er juillet
Combale Audrey et Ambard Laurent, le 1er juillet
Martino Magalie et Tourpe David, le 1er juillet
Mazingue Gwanaël et Jerino Tony, le 8 juillet
Poussardin Marie et Fitzpatrick Stephen,
le 8 juillet
Dacher Lise et Marano Marco, le 11 juillet
Lejault Anne et Duval Tony, le 11 juillet
Morizot Carine et Soria André, le 18 juillet
Ausset Axelle et Slama Nader, le 18 juillet
Blanc Lugdivine et Verget Maxime, le 29 juillet

Condoléances

Petrini René, le 14 juillet
Caron Serge, le 14 juillet
Mancusi Joseph, le 16 juillet
Benmahrouz Fatma, née Benaïssa, le 20 juillet
Malvino Eliane, née Dupuy, le 23 juillet
Bleinc Adrienne, née Cayol, le 23 juillet
Chiavarino Marie-Noëlle, née Bouis, le 25 juillet
Beauclaire Suzanne, née Docquet, le 3 août
Cellerlin Yvette, née Leguerch, le 4 août
Ronda Robert, le 4 août
Lucchesi Lorenza, née Guerrazzi, le 6 août
Rizzo Arlette, née Henry, le 6 août
Anfre Georges, le 8 août
Laroche François-Xavier, le 10 août
Menardo René, le 10 août
Pons Yvette, née Quevedo, le 10 août

La Lettre

Directeur de la publication : A. Pénal
Rédacteur en chef : O. Roman
Comité de rédaction : A.-M. Lamia
Maquette et photographies : P. Robin
Impression : Horizon - 13240 Gémenos -
N° ISSN : 1148 649 X - 6800 exemplaires

La tribune de l'opposition conduite par Alain Decanis

Saint Maximin est une commune qui s'est développée de façon anarchique, sans véritable plan d'urbanisation d'ensemble.

Les zones vertes ont été sacrifiées et des équipements publics sont sortis de terre ici où là, au coup par coup.

Cette situation est la conséquence du fonctionnement du conseil municipal où, depuis des années, les commissions ne sont jamais réunies, une bonne partie des conseillers complètement ignorés, et toutes les décisions prises uniquement par quelques uns, en catimini.

Cela ne peut plus durer, il est grand temps que tous les citoyens qui s'y intéressent, puissent apporter une contribution active au développement de leur cité.

C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de créer des commissions extramunicipales animées par les membres du groupe d'opposition municipale (ouvertes également aux élus de la majorité, s'il y en a qui souhaitent y participer) dans le cadre de l'association Var République Démocratie.

Dès ce mois-ci, des groupes de travail vont se réunir pour aborder divers thèmes qui font l'objet d'une demande récurrente de la part d'un bon nombre de nos concitoyens. C'est le cas notamment de l'aménagement du territoire (à travers la mise en œuvre du PLU), la revitalisation du centre-ville et son rôle économique, la restauration scolaire...

Chaque fois qu'un sujet aura été traité, les conclusions seront présentées à tous et débattues, dans le cadre d'une réunion publique.

Tous ceux que la démarche intéresse sont les bienvenus. Le montant de la cotisation annuelle de l'association (10€) est à régler à Jean Luc Piasco, Var République Démocratie, 502 boulevard Saint Jean, 83470 Saint Maximin.

Les dates de réunion de l'association seront publiées systématiquement sur le blog <http://saintmaximin2008.over-blog.com>. Elles peuvent également être obtenues par téléphone au 06.83.68.49.23, ou par mail à alain.decanis@neuf.fr.

Pour prendre connaissance des comptes rendus des conseils municipaux (publiés le soir même), des conseils communautaires, découvrir l'histoire de Saint Maximin (ainsi que des communes environnantes) à travers de nombreuses photos anciennes, des circuits de randonnées, des petites annonces ou des manifestations, rendez-vous sur le site <http://saintmaximin2008.fr>.



Informations pratiques, programmes du cinéma, horaires et contacts des services municipaux, agenda du mois, associations, documents municipaux, culturels et associatifs à télécharger, émissions de radio : l'actu de la ville en direct est sur : st-maximin.fr

Questions / Réponses sur la conduite à tenir en cas de pandémie grippale

(Secteur public.fr 02/09/2009)

Le ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville propose une série de questions/réponses sur la grippe H1N1.

Comment se propage la grippe A ?

Quelles en sont les symptômes ?

Quelles sont les règles d'hygiène de base ? etc.

Comment se propage la nouvelle grippe A (H1N1) ?

Dans le cadre de l'épidémie actuelle, la transmission se fait de la même manière que celle d'une grippe saisonnière :

par la voie aérienne, c'est-à-dire par l'intermédiaire de la toux, de l'éternuement ou des postillons ;

par le contact rapproché avec une personne infectée par un virus respiratoire (lorsqu'on l'embrasse ou qu'on lui serre la main) ;

par le contact avec des objets touchés et donc contaminés par une personne malade (exemple : une poignée de porte).

Les symptômes de la nouvelle grippe A(H1N1) chez l'homme sont, dans la majeure partie des cas, les mêmes que ceux de la grippe saisonnière :

Quels sont les symptômes de la nouvelle grippe A(H1N1) ?

signes généraux : fièvre 38°C ou courbatures ou fatigue
signes respiratoires : toux ou difficultés respiratoires.

Quelles sont les règles d'hygiène de base ?

Se laver les mains plusieurs fois par jour à l'eau courante et au savon et systématiquement après avoir éternué, toussé, s'être mouché ou après avoir changé le masque.

Dans les établissements hébergeant des personnes âgées, pour l'hygiène des mains, les solutions hydro alcooliques doivent être privilégiées.

Se couvrir la bouche et le nez lorsque l'on tousse ou que l'on éternue avec un mouchoir à usage unique (ou avec son bras ou sa manche à défaut de mouchoir), qui est jeté dans une poubelle fermée si possible par un couvercle et équipée d'un sac plastique.

Quels sont les différents types de masques existants ?

Il existe deux types de masques à utiliser en fonction de la situation :

Masque FFP2 pour les professionnels en situation d'exposition directe à des malades. Ce sont des masques filtrants,

destinés à protéger le porteur contre les risques d'inhalation d'agents infectieux transmissibles par voie aérienne.

Masque anti-projections (dit masque chirurgical) pour les personnes malades. Porté par le patient malade, le masque chirurgical prévient la contamination de son entourage et de son environnement. Les masques chirurgicaux sont délivrés aux malades sur ordonnance médicale, avec le traitement adapté.

Pour être efficace, le masque doit :

- être correctement placé sur le visage, avec un ajustement de la barrette nasale. Notons que la protection sera moindre en cas de port d'une barbe même courte, compte tenu d'une moindre étanchéité au visage ;
- être stocké dans un endroit tempéré et sec ;
- être jeté après chaque utilisation dans une poubelle à couvercle ;
- être utilisé dans la limite de la date de péremption indiquée sur la notice.

Veillez à la consultation de la notice d'emploi.



Que faire si un salarié tombe malade ?

Si un salarié tombe malade à son domicile, il ne devra pas se rendre à son travail et consulter un médecin.

Si durant son travail, le salarié ressent les symptômes de la grippe, il devra porter immédiatement un masque chirurgical et consulter un médecin.

La vaccination contre la grippe saisonnière est-elle nécessaire cette année ?

Dans le cadre de la stratégie de protection contre le virus de la grippe A(H1N1), la vaccination contre la grippe saisonnière envers les personnes âgées et les professionnels en contact avec elles est recommandée comme chaque année.

Comme chaque année, la campagne de vaccination concerne en priorité les patients atteints de certaines affections de longue durée (ALD), de certaines affections respiratoires et les personnes âgées de 65 ans et plus.

*Plus d'information sur le site :
www.pandemie-grippale.gouv.fr*

LA CULTURE A SAINT-MAXIMIN

LES POINTS D'ORGUE

Aude Heurtematte, titulaire des Grandes Orgues Historiques de l'Eglise Saint Gervais à Paris

Au programme, les œuvres de :

F. Couperin
J.-S. Bach
M. Corrette
J.-F. Dandrieu

Dimanche 4 octobre, 17 h 00, Basilique.
Concert gratuit.

AU THÉÂTRE

Une Fête inoubliable

Comédie de Gérard Darier
Mise en scène : Pierre Pelnier



Un père, une mère, un fils, les uns confinés par le dernier, dans leur chambre...

Un délicieux hommage aux couples qui ont su résister, contre vents et marées, au temps qui passe, aux passions évanouies, à l'amour qui n'ose plus dire son nom en se cachant sous le masque de la tendresse... Une comédie brillante !

Samedi 10 octobre, 21h00, Salle des Fêtes.
Entrée : 12 €

Moi... Mon mari... Mes emmerdes...

Comédie de Françoise Royès

Arlette s'ennuie dans son couple ! Elle décide d'y mettre un peu de piment en organisant une partie à trois...
Une nouvelle comédie moderne, enlevée et bien branchée sur notre époque, où l'on a pour seule mission que de rire !
Une comédie sur le couple comme on voudrait en avoir plus souvent !

Samedi 7 novembre, 21h00, Salle des Fêtes
Entrée : 12 €

Pass pour le 10 octobre et le 7 novembre : 20 €

L'Association des Commerçants et Artisans organise à
SAINT-MAXIMIN (83)

ROD & Kustom DAYS

**AMÉRICAINES,
HOT-RODS,
KUSTOMS,
COOL CHOPPERS
& WILD VW'S**

**Cruising
Animations
Dégustations
Stands
Swap-Meet
Banquet/Concerts**

3 & 4 Octobre 2009

Contact : Jean-Paul MILHE - v8junkie@free.fr - Tél : 06.61.25.96.10

Le mois prochain dans 'La Lettre' :
vous retrouverez les nouvelles enseignes commerciales, présentes sur les Zones Commerciales et Artisanales de la route d'Aix, de la Laouve et du centre ville.